



Déclaration FSU au CTPD du 3 février 2011

Cette instance départementale se réunit aujourd'hui pour examiner la préparation de rentrée 2011/2012... en collège et en SEGPA, CTPD second degré uniquement donc puisque la préparation dans le premier degré est reportée après les élections cantonales pour laisser les opérations de gestion dans les écoles se dérouler dans la « sérénité »..., pour éviter surtout que les élus locaux et ceux qui briguent un mandat n'aient à répondre des conséquences de la politique budgétaire et éducative actuellement menée qu'ils cautionnent, plus facilement en haut lieu que dans la France d'en bas... L'Éducation Nationale à la solde (et en soldes...) du politique, démonstration est faite d'une gestion qui n'a plus rien de pédagogique, qui n'a pour seule visée que la mise en œuvre d'une politique éducative libérale allant de pair avec une politique budgétaire de restriction drastique des moyens. Ainsi, cette année, ce sont encore 16 000 postes qui vont être supprimés dans l'Éducation Nationale (dont **18** prévues **en collèges** et 33,5 dans le premier degré dans les Ardennes). Dans les seuls collèges ardennais, depuis 2007, ce sont **106,5 postes d'enseignants** qui ont été supprimés, véritable plan social pour un département qui en a vraiment bien besoin..., un « moins d'éducation » qui nuit au premier chef à nos élèves les plus défavorisés, spécificité malheureusement de notre département... Heureusement que M. le Recteur, défenseur du service public d'éducation, vient de trouver un débouché professionnel d'avenir pour ces élèves en difficulté : l'armée !

Quelles statistiques ou moyennes, quels chiffres ou « indicateurs de performance » l'Administration va-t-elle encore faire valoir pour justifier ces reprises de postes et toutes les dégradations qu'elles vont induire dans le quotidien des élèves et des enseignants ? Selon les prévisions manipulées de l'Inspection Académique des Ardennes, les collèges ardennais ne perdraient qu'1 seul élève, ce qui justifierait la **reprise de 18 postes et la fermeture de 12 classes...**

Nous ne pourrions accepter ces conditions de travail de plus en plus dégradées, ces classes de plus en plus surchargées chaque année, nos collègues de plus en plus fatigués et qui tentent de remplir au mieux leur mission de service public, écartelés entre des injonctions plus politiques que pédagogiques et leur souci permanent de la réussite de leurs élèves. Quand on arrêtera de donner des primes à des Recteurs zélés sur leurs « performances » à supprimer les postes (et à tous ceux qui sont en charge d'appliquer à la lettre la politique éducative du gouvernement en visant docilement des résultats, définis à l'avance par des indicateurs...) et qu'on arrêtera de considérer les élèves et les enseignants comme des chiffres, des variables, les questions éducatives et pédagogiques pourront peut-être revenir au centre des préoccupations dans l'intérêt d'une formation de qualité pour tous les jeunes. Ces préoccupations sont au cœur du travail et des missions des enseignants qui se sentent de plus en plus mal à l'aise (pour ne pas dire plus) face aux injonctions et pressions incessantes.

La FSU se bat pour un service public de l'éducation développé, rénové et ambitieux. Elle se bat pour que ses personnels soient respectés dans leurs missions et prérogatives et en cela, a contrario du projet de loi Mancel, défend leur statut. Elle se bat et continuera à se battre contre toutes les dégradations et pour la réussite de tous les élèves.

Ce sont les raisons pour lesquelles elle donne rendez-vous à tous les personnels le Jeudi 10 février prochain en les appelant à la grève et en les invitant à dénoncer publiquement toutes les dégradations orchestrées par le gouvernement et mises en œuvre par les responsables académiques et départementaux de l'Éducation Nationale.